

Les Diables-Rouges
éliminés, sous le poids
de leurs problèmes



Inondations et coulées de boue dans l'Est de la Libye



Une catastrophe meurtrière et destructrice provoquée par la tempête Danielle

Des véhicules entraînés vers la mer, par la force de l'eau.



Conseil consultatif de la société civile et des O.n.gs

Plus d'une centaine de cadres éduqués sur les symboles et valeurs de la République



Céphas
Germain
Ewangui,
secrétaire
permanent du
Conseil consultatif de la
société civile
et des O.n.gs



Session criminelle de la Cour d'appel de Brazzaville

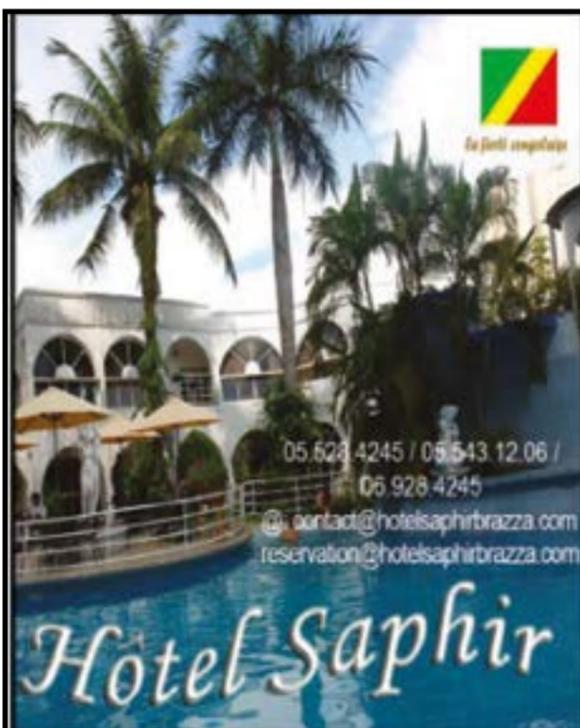
Cinq policiers condamnés pour associations de malfaiteurs

Quatre des cinq
prévenus condam-
nés par la justice à
des peines d'emprisonnement



Lutte contre les changements climatiques

Le Bassin du Congo est aussi une solution à l'atténuation du changement climatique



Sommet du G20 à New Delhi (Inde)

Les pays les plus riches ne s'entendent plus sur comment conduire la planète

après la lecture de la déclaration d'intégration, par le Premier ministre indien Narendra Modi. Résultat du sommet: l'adoption d'une déclaration qui se contente d'appeler à «accélérer les efforts vers la réduction

Les vingt pays les plus riches de la planète ont créé, depuis 1999, un forum international annuel, pour aborder les questions financières, commerciales et économiques de la planète, tenant compte de leurs poids économiques. Ce faisant, ils jouent, à travers le dialogue et la concertation, un rôle de leadership dans l'élaboration et le renforcement de l'architecture et de la gouvernance sur toutes les grandes questions économiques internationales. Leur rencontre de cette année s'est tenue à New Delhi, en Inde, sous le thème: «Une terre, une famille, un futur». Deux illustres dirigeants de ce groupe, chacun avec ses raisons propres, ont brillé par leur absence à ce sommet: le Chinois Xi Jiping et le Russe Vladimir Poutine. La famille n'est plus unie comme avant et pour cause, la guerre en Ukraine et les rivalités sur le leadership dans la transition numérique!

Le gouvernement indien n'a reculé devant rien, même pas devant les considérations morales et humanistes, pour effacer toute trace et tout témoignage de pauvreté, afin que sa capitale, New Delhi, accueille le sommet des riches du monde, qui s'est tenu au Bharat Mandapam, un centre de conférence situé près du Mémorial dédié au Mahatma Gandhi et qui a été ultra-rénové. Ainsi, la mégapole très polluée qu'est New Delhi, avec ses 30 millions d'âmes, a vu les bidonvilles illégaux qui entourent ce centre être détruits. La presse locale rapporte que 4.000 sans-abris vivant sous les ponts et aux abords des routes du centre-ville ont

été transférés dans des «foyers d'accueil». Même les macaques rhésus qui prolifèrent dans les quartiers de New Delhi et les chiens errants ont subi la loi du nettoyage. Des fontaines ont été aménagées et remis en service, les marquages routiers bien repeints, des pots de fleurs installés, des milliers d'arbres plantés, des statues érigées, des enseignes lumineuses. Des photos géantes du Premier ministre indien, Narendra Modi, ornent aussi les rues de la ville métamorphosée, en raison des élections générales en Inde, l'année prochaine, etc. Autre aspect impressionnant où le gouvernement indien n'a pas lésiné sur les moyens, la sécurité, avec des véhicules blindés

et des tireurs d'élite sur les toits d'immeubles, alors qu'une partie de la ville était bouclée. «Le coût de ces travaux d'amélioration s'élève à environ 7,2 millions de dollars (environ 4,4 milliards de francs Cfa), et cela ne concernait pas uniquement le G20, car nous avons déjà entrepris d'améliorer de nombreux aspects de la ville», a confié le maire adjoint de New Delhi, Satisch Upadhyay. Le sommet du G20 a été terni par l'absence des Présidents chinois et russe. Cette absence est l'illustration des vives tensions entre les géants voisins, l'Inde et la Chine. Le Président américain, Joe Biden, a regretté que son homologue chinois n'ait pas fait le déplacement



Le sommet du G20 à New Delhi.

de l'Inde. Quant au Russe, Vladimir Poutine, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale. Mais, même s'il ne risquait pas d'être arrêté, l'Inde n'ayant pas encore signé le statut de Rome, le numéro un russe a snobé, par son absence, les dirigeants occidentaux qui soutiennent l'Ukraine dans la guerre qu'il mène contre ce pays voisin.

La grande nouvelle à ce sommet concerne plutôt l'Union africaine qui a intégré le G20. «Cette adhésion pour laquelle nous nous sommes mobilisés offrira un cadre propice pour amplifier le plaidoyer en faveur du continent et pour son efficace contribution à relever les défis mondiaux», a twitté le président de la Commission de l'U.a, Moussa Faki Mahamat,

de la production d'électricité à partir de charbon», excluant ainsi le gaz et le pétrole. Le secrétaire général des Nations unies s'est félicité que cette déclaration mentionne aussi l'accélération des progrès vers les O.d.d (Objectifs de développement durable). Le prochain sommet du G20 se tiendra au Brésil.

Jean-Clotaire DIATOU

Globaline
NEW LOOK
 CERTIFIER ISO 22000
VOTRE SANTÉ, NOTRE PRIORITÉ!
 20-21 / 64 498 12 84 contact@globaline.net www.globaline.net

Globaline
NEW LOOK
 CERTIFIER ISO 22000
VOTRE SANTÉ, NOTRE PRIORITÉ!
 20-21 / 64 498 12 84 contact@globaline.net www.globaline.net

Inondations et coulées de boue dans l'Est de la Libye

Une catastrophe meurtrière et destructrice provoquée par la tempête Danielle

D'importantes pluies, liées à la tempête tropicale Danielle, classée comme un ouragan, ont balayé l'Est de Libye et causé des inondations dévastatrices, d'importants glissements de terrain et des coulées de boues exterminatrices entre dimanche 10 et lundi 11 septembre 2023. De nombreuses villes de l'Est de la Libye comme Benghazi, Sousse, El Beïda, Al Marj et Derna, etc, sont touchées, tout comme des villages. Certaines villes comme Derna sont littéralement éventrées par les inondations et les coulées de boue.

Qualifiée, par les experts, de phénomène «extrême en termes de quantité d'eau tombée», la tempête Danielle s'est révélée comme une catastrophe naturelle sans précédent dans le pays. Un média libyen, Al Hadath, parle de plus de 6.000 morts, environ 7.000 blessés et près de 10.000 personnes disparues et des dégâts matériels importants, un bilan qui n'est que provisoire.

Pays déjà meurtri par 12 ans de guerre civile et divisé par trois gouvernements rivaux entre 2014 et 2020, la Libye est en deuil, après le passage dévastateur de la tempête tropicale Danielle, dans la zone Nord de la province traditionnelle de la Cyrénaïque. Dans cette zone de l'Est de la Libye contrôlée aujourd'hui par les forces du maréchal Haftar, opposées au gouvernement de Tripoli reconnu par la communauté internationale, c'est le deuil et la désolation, après les pluies diluviennes et meurtrières du dimanche 10 septembre dans l'après-midi.

Dans la ville de Derna, à la frontière avec l'Egypte,



Des dégâts importants.



Il est tombé beaucoup d'eau dans l'Est de la Libye.

deux barrages ont cédé et un quart de la ville a été emporté par la masse d'eau.

A partir du mardi 12 septembre, on a estimé, rien que dans cette ville de plus

de 100.000 habitants, plus de 2.300 morts et environ 7.000 blessés, alors que plus de 5.000 personnes sont portées disparues. C'est la ville la plus touchée d'ailleurs par cette catastrophe.

Face au désastre humanitaire, les divisions politiques sont mises entre parenthèses. Ainsi, le Conseil présidentiel libyen, l'instance au pouvoir à Tripoli, dans l'Ouest du pays, a décrété l'état de catastrophe dans l'Est. Il a lancé un appel à l'aide internationale et de nombreux pays y ont répondu. Le chef du Gun (Gouvernement d'union nationale) basé à Tripoli, Abdelhamid Dbeibeh, a décrété trois jours de deuil national, avec mise en berne des drapeaux. L'aide internationale s'est mise en place. Les pays comme les Etats-Unis, la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Algérie, l'Egypte, le Qatar, l'Iran sont parmi les premiers à participer à l'élan de solidarité internationale en faveur de la Libye, malgré une situation politique intérieure complexe, qui ne facilite pas les choses. La Libye, aujourd'hui meurtri dans sa partie Est par une catastrophe naturelle aux conséquences dévastatrices, a plus que jamais besoin du soutien international pour se relever ce désastre.

Urbain NZABANI

Editorial

Une vie institutionnelle à la routine

Après les élections sénatoriales du 20 août 2023 et la tenue, le mercredi 13 septembre, de la session inaugurale de la 4ème législature qui en est issue, marquée par la reconduction, sans surprise, de Pierre Ngolo à la tête du bureau de la chambre haute du parlement, on peut dire que la vie institutionnelle est dans sa routine. Le bureau du sénat a été élu dans un parfait unanimité, sans concurrence, même pas pour faire un semblant de démocratie. De quoi avouer que même sous le parti unique, on ne ferait pas mieux dans l'art de l'unanimité. En somme, le P.c.t vient de faire la démonstration de sa toute-puissance à diriger l'Etat. Pour certains, c'est l'expression de la stabilité institutionnelle, mais pour d'autres, on fait du sur place. Et si cela pouvait permettre le progrès du pays! Les Congolais en sont-ils vraiment convaincus?

Là où l'action de l'Etat est surtout attendue, c'est particulièrement sur le terrain socio-économique. Le Congo présente un contexte macro-économique pourtant performant, mis à part sa lourde situation d'endettement. Mais, au plan microéconomique, la rationalité est encore un grand souci. Les revendications sociales demeurent à l'affiche. Des jeunes sortis des écoles de formation professionnelle, toujours confrontés au chômage depuis près d'une décennie, des mesures d'accompagnement promises par le gouvernement pour atténuer les effets de l'augmentation des prix du carburant qui tardent à se mettre en place. Bref, la vie quotidienne pour nombre de Congolais continue d'être un tortueux parcours du combattant et de plus en plus, beaucoup d'entre eux cèdent au pessimisme. Au point que les évènements qui surviennent dans les pays voisins nourrissent leur rêve de changement. Pour que la démocratie survive, il faut que la politique joue son rôle, dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

L'HORIZON AFRICAIN

Fonction publique

L'interminable concert de casseroles des anciens élèves de l'Enma

Les promotions sorties de l'Enma (Ecole nationale moyenne d'administration) promotions de 2012 à 2020 ont repris, depuis quelques semaines, leur concert de casseroles et de vuvuzelas devant le Jardin des droits de l'homme, face au Ministère en charge de la Fonction publique, à Brazzaville, pour réclamer leur intégration. Au total, ils sont plus de 400 finalistes qui attendent d'être intégrés à la Fonction publique. En 2021, une vingtaine de places seulement leur avait accordée. L'Enma est une école spéciale où l'admission est soumise à un concours. Après une formation de deux ans, les diplômés de cette école sont en principe intégrés automatiquement dans la Fonction publique. La promotion de 2012 a déjà 9 ans de chômage.

du 18 octobre 2022 adressée au C.a.d, le Premier ministre indiquait «suivre cette affaire avec un grand intérêt». Le 13 décembre 2022, dans une déclaration publique, le C.a.d, exprimant de vives inquiétudes au sujet des conséquences liées au dépassement du délai de détermination légale des inculpés, a appelé à la tenue rapide d'un procès. Entre janvier et juin 2023, l'organisation de défense des droits de l'homme a multiplié les correspondances, demandant la tenue d'un procès exemplaire. Finalement, deux policiers, l'adjudant de police Brice Eyaba et le capitaine de police Manounou Romuald dit Morgan ont été condamnés à 7 ans de prison avec travaux forcés. Trois autres, en fuite, l'adjudant-chef Kanga Alain dit Alino et le brigadier-chef Ngolélé Stève, et Pierre-Ntsiété, chef de bureau du G.r.b ont écopé de 15 ans d'emprisonnement. Si ces condamnations sont

une bonne nouvelle, il est de notoriété publique que les victimes, à l'origine du procès, sont des proches de la famille présidentielle. Cette affinité, qui a servi de catalyseur au procès, montre qu'en République du Congo, la justice est plus active, lorsque les puissants et les riches se plaignent. Nombreux sont les cas, dont certains plus graves encore, qui ont précédé celui à l'origine du procès, mais qui n'ont, à ce jour, connu aucune suite judiciaire. Les présumés coupables parmi les policiers ne sont pas jugés. Certains ont même continué à prendre du grade. Le petit peuple peut subir toutes sortes d'atrocités, leurs auteurs ne sont que très rarement inquiétés. Le C.a.d continue de suivre avec le plus grand intérêt ce dossier. Nous appelons alors les autorités à faire tout leur possible pour appréhender les fugitifs afin qu'ils répondent de leurs actes.

(Tiré du communiqué du CAD)

Session criminelle de la Cour d'appel de Brazzaville

Cinq policiers condamnés pour association de malfaiteurs

Après plus de douze mois d'instruction, la Cour d'appel de Brazzaville, en session criminelle depuis le 31 août 2023, a condamné, le 6 septembre, cinq policiers à des peines d'emprisonnement, pour «association de malfaiteurs, arrestations arbitraires, extorsion, recel et abus de fonction». Parmi les policiers jugés figure le capitaine de police Manounou Romuald dit Morgan, ex-patron du G.r.b (Groupement de répression du banditisme), une unité de police qui s'est donné une mauvaise réputation, en raison des agissements de ses responsables. Le C.a.d (Centre d'actions pour le développement) a salué ces condamnations qui marquent un coup dur important porté contre l'impunité en République du Congo.



La cour d'appel de Brazzaville, à l'ouverture de sa session criminelle, avec le président Jean Ngombo (au milieu)

Dans sa note de position du 7 septembre 2022, le C.a.d exigeait, en effet, l'arrestation des auteurs présumés, y compris de Manounou Ro-

muald dit Morgan, et la mise en place d'une commission d'enquête indépendante élargie, pour établir les responsabilités dans des actes criminels, notamment des

vols à main armée, commis à Brazzaville et qui impliquaient la complicité des policiers. Dans son communiqué du 10 septembre 2022, le C.a.d a exprimé sa satisfaction,

suite à l'interpellation du capitaine Manounou Romuald et à l'élargissement, par le Ministère de l'intérieur, de l'enquête à d'autres policiers. Dans une correspondance

Royaume du Maroc

Un tremblement de terre de magnitude 6.8 a fait plus de deux mille morts

Un puissant séisme de magnitude 6,8 a frappé, vendredi 8 septembre 2023, à 23h11, heure locale, la ville de Marrakech et les villages alentours, dans le Sud du Maroc, faisant d'énormes dégâts matériels et au moins 2.901 morts et 5.530 blessés dont 1.404 dans un état critique, selon un bilan provisoire publié par le Ministère marocain de l'intérieur. Il y a aussi des milliers de sinistrés dormant dans les rues, dans la crainte des répliques. Le gouvernement marocain a décrété un deuil national de trois jours, à compter du dimanche 10 septembre.

Après la Turquie, touchée par un tremblement de terre de magnitude 7,8, en février dernier, le Maroc vient de s'ajouter dans la liste des pays sévèrement frappés cette année par ce genre de catastrophes. Les autorités marocaines ont immédiatement lancé des opérations de secours d'urgence, mais les hôpitaux sont débordés par le nombre croissant de victimes et le besoin de sang. Le Roi du Maroc, Mohammed VI, a déployé les forces armées pour fouiller les décombres des immeubles et des maisons de Marrakech et des villages touchés, à la recherche des victimes. Les équipes de protection civile dans les villes et provinces concernées poursuivent la mobilisation de tous les moyens d'intervention, pour fournir les aides nécessaires et évaluer les dégâts. La population est tout aussi mobilisée pour faire face à la tragédie.

Le séisme a été ressenti dans de nombreuses autres villes du Maroc, dont Rabat et Casablanca. Plusieurs



Séisme meurtrier au Maroc.



L'armée mobilisée pour fouiller les décombres et retrouver les victimes.

maisons se sont effondrées, alors que les communications et l'approvisionnement

en électricité étaient normaux, selon le bureau de la gestion des urgences.

Les témoignages de solidarité et les condoléances affluent de partout dans le monde. Dans un communiqué, Antonio Guerres, secrétaire général des Nations unies, a «*exprimé sa solidarité avec le gouvernement et le peuple marocains en ces temps difficiles*». Il a adressé «*ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux blessés*». Antonio Guerres a souligné que «*l'Onu est prête à aider le gouvernement marocain dans ses efforts pour venir en aide à la population sinistrée*». Plusieurs pays ont d'ores et déjà annoncé leurs aides multiformes, pour porter main forte aux équipes de secouristes déjà sur place. Le Maroc, qui doit maintenant faire face au grand défi de la reconstruction et du relogement des populations sinistrées, a déjà été frappé par des séismes meurtriers en 1960 et en 2004.

Signalons que les joueurs et le staff technique de l'équipe nationale congolaise de football, les Diables-Rouges, présents à Marrakech, dans le cadre de la rencontre avec la Gambie, prévue dimanche 10 septembre, sont sains et saufs, a annoncé la Fécofoot (Fédération congolaise de football), dans un communiqué.

Roland KOULOUNGOU

PROPOS D'ÉTAPE

Propos d'étape!

Mais qui a dit qu'il y a une nouvelle étape? Ah oui, dans ces contrées, une élection quelconque marque toujours la fin d'une étape. C'est du moins ce que pensent les éphémères commis à la gestion de la chose publique, ou ceux qui s'assoient sur la chose publique pour surveiller leur fauteuil.

Les réseaux sociaux servent de relais à ces éphémères. Ici, ce sont les louanges d'un tel ou d'un tel; là, ce sont des dignitaires qui se rentrent dedans, par personne interposée. De révélations aux délations, l'anonymat offert par le net se délecte des morceaux choisis dignes des grandes manœuvres de déstabilisation.

S'ajoutent à cela les nombreuses fuites des documents officiels, parfois confidentiels, qui interrogent sur la fiabilité de l'administration de céans, et surtout sur la déontologie de ses agents. Comment les éphémères qui sont au commandement des hommes peuvent-ils s'étripier en public, même virtuel, comme des vulgaires roturiers? Comment peut-on descendre aussi bas dans le débat public? Comment des ordres opérationnels pour la sûreté nationale peuvent-ils se retrouver sur les réseaux sociaux comme des vulgaires feuilles de chou? Pour paraphraser l'autre, que peut-on attendre d'une société où la médiocrité quitte les caniveaux pour les ors de la République?

Le drame de la classe politique africaine, c'est de croire qu'il n'y a plus de vie après les ors de la République. On s'évertue à se canarder comme des moines que rien, pour sauvegarder une position sociale que, parfois, l'on ne mérite même pas. Comment quitter le pouvoir, alors que l'on sait que la reconversion dans la vie professionnelle n'est pas certaine, pour certains, qui ne savent faire rien d'autre? Ils sont là à regarder la fin de leur arrière politique comme une mort certaine, comme un pensum; ils se demandent pourquoi eux, alors qu'ils pensent avoir tout donné, tout fait pour le Prince? Comment, eux qui sont du pouvoir, au pouvoir ou autour du pouvoir, peuvent-ils être ainsi remerciés? Alors, ils rivalisent d'inventions, d'invectives, de malices pour déstabiliser les prétendants au grand remplacement, comme dit l'autre.

Mais le Sphinx, lui, reste silencieux, conformément à ses habitudes. En Maître des horloges, il gère la temporalité des choses et des événements. Par son silence, il crée «*l'impuissance*» politique du changement, qui désarçonne même les plus prétentieux des laudateurs. Telle est la «*ruse du chef*» contre tous ceux qui répondent toujours «*oui-oui-oui*», en baissant la tête et en faisant des courbettes. Parce que le chef sphynx est l'incarnation de la prudence et de la réflexion, souvent au bord de l'eau. Mais, il est aussi corps de lion ou d'éléphant, c'est-à-dire, la force de prendre les décisions qui s'imposent, même si le sage reste couché quand il y a l'orage. Tout est question d'étape.

Prométhée.

Commentaire

Récupération des fonds publics dilapidés: le Gabon sur le chemin de l'Angola?

Il est un phénomène commun aux régimes qui brillent par leur longévité: la corruption des élites et la dilapidation des fonds publics. Parmi les pays de la C.e.e.a.c (Communauté économique des États d'Afrique centrale), qui connaissent un tournant décisif dans la lutte contre la corruption, l'Angola et le Gabon se distinguent par la récupération des fonds dilapidés par les élites aux affaires. Mais, cela n'a été possible qu'après un changement de régime.

En Angola, le parti au pouvoir est le même, le M.p.l.a (Mouvement populaire de la révolution), depuis l'indépendance du pays en 1975. Mais, le Président de la République a changé en 2017. João Lourenço, officier général et ancien ministre de la défense, a été désigné par son parti, pour remplacer José Eduardo dos Santos, qui a dirigé l'Angola de septembre 1979 à septembre 2017, soit pendant 38 ans. Une longue période au cours

de laquelle, malheureusement, l'élite aux affaires a fait du détournement des fonds publics, un sport national. A son arrivée au pouvoir, le Président João Lourenço a lancé une lutte implacable contre la corruption, qui a fini par donner de bons résultats. Depuis le mois de mars dernier, le gouvernement angolais a annoncé la création d'un Fonds spécial, chargé de gérer les 15 milliards de dollars (environ 9.183 milliards 150 millions de francs Cfa), soit

près de quatre fois le budget 2023 du Congo. Ces actifs récupérés comprennent des biens immeubles, des actions dans des sociétés, des véhicules et de l'argent liquide.

Le nouvel homme fort du Gabon, le général Brice Clotaire Oligui Nguema (49 ans), qui a pris le pouvoir par coup d'Etat, le 30 août dernier, mettant ainsi un terme au règne de 55 ans du parti au pouvoir, le P.d.g (Parti démocratique gabonais), s'est aussi immédiatement lancé dans cette voie de la lutte contre la corruption. Il a mené des opérations spectaculaires de récupération de fonds, dans les résidences des dignitaires du pouvoir déchu, accusés de «*haute trahison contre les institutions*», «*détournement massif des deniers publics*», «*malversation*

financière internationale en bande organisée», «*faux et usage de faux*», «*falsification de la signature du Président*», «*corruption active*» ou encore «*trafic de stupéfiants*».

Sur des vidéos diffusées dans les réseaux sociaux et certaines même à la télévision nationale, les Gabonais étaient ahuris de voir que certains de ces dignitaires avaient transformé leurs résidences en véritables trésors. La scène cocasse s'est passée chez Ian Ghislain Ngoulou, l'ex-directeur de cabinet de Nourredin Bongo, fils du Président renversé. On y voit des sacs et valises remplis de billets, alors qu'il montre un agacement aux questions qu'on lui pose. La presse parle d'un total de 4 milliards de francs Cfa qui auraient été récupérés chez lui. Même scène chez Kim Oun, chargé de mission de Mme Sylvia Bongo Ondimba, l'ex-première dame gabonaise, avec une malle pleine d'argent liquide. Chez Mohamed Ali Aliou, ancien directeur de cabinet adjoint du Président déchu, c'est le même scénario. Bref, des personnalités de



Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /

Site Internet: www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation

108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :

Hervé EKIRONO

Rédacteur en Chef :

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Secrétaire de rédaction : Clotaire DIABOUA

Siège de la Rédaction : Hôtel Saphir (Brazzaville)

Chef Bureau Pointe-Noire :

Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71

Mise en pages : Tornade

l'entourage de l'ancien Président sont aujourd'hui arrières «*pour haute trahison des institutions de l'Etat, détournement massif de fonds publics, détournement financier international en bande organisée, falsification de la signature du Président de la République, corruption active, trafic de drogue*». On parle

d'un total de 500 milliards de francs Cfa récupérés en deux jours, après le putsch, auprès de sept personnalités de l'entourage de l'ancien Président. Voilà les maux dont souffrent certains pays africains, atteints de mauvaise gouvernance publique.

Urbain NZABANI

Education

La tenue scolaire uniformisée, suivant une décision du gouvernement

Selon un décret publié le 30 août 2023, par le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, et co-signé par les ministres Jean-Luc Mouthou (enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation), Ghislain Thierry Maguessa Ebomé (enseignement technique et professionnel), Raymond Zéphirin Mboulou (intérieur, décentralisation et développement local), Aimé Ange Wilfrid Bininga (justice, droits humains et promotion des peuples autochtones) et Hugues Ngouélondélé (jeunesse et sport, éducation civique, formation qualifiante et emploi), la tenue scolaire des établissements d'enseignement général, technique et professionnel a été uniformisée. Désormais, la tenue scolaire est constituée des couleurs rose, bleue, kaki, marron et rouge bordeaux, suivant les trois cycles scolaires (préscolaire, primaire et secondaire), dans les deux secteurs public et privé.

L'article 4 du décret précise que les uniformes scolaires par cycle se présentent de la manière suivante:

- **cycle préscolaire:** tablier de couleur rose et bleu ciel; la couleur dominante pour les apprenants de sexe féminin est le rose et celle des apprenants de sexe masculin est le bleu ciel;

- **cycle primaire:** *pour les apprenants de sexe féminin:

- chemise kaki à deux poches avec rabat, épaulettes, manches courtes et boutons;
- jupe bleue-sombre, sans fente et de taille normale en dessous des genoux;
*pour les apprenants de sexe masculin:
- chemise kaki à deux poches avec rabat, épaulettes, manches courtes et boutons;
- culotte bleue de taille normale;

- **cycle secondaire général, technique et professionnel:**

*pour les apprenants de sexe féminin:
- chemise bleu ciel à deux poches avec rabat, épaulettes, manches courtes et boutons;
- pantalon bleu sombre de



L'enseignement au Congo est confronté à de sérieux maux qui freinent sa montée en qualité et en efficacité.

taille normale.

*pour les apprenants de sexe masculin:

- chemise kaki à deux poches avec rabat, épaulettes, manches courtes et boutons;
- pantalon kaki de taille normale.

Formation professionnelle

Les uniformes scolaires des établissements de formation professionnelle ont les couleurs bleue, violettes, blanche, verte et noire.

Les couleurs des uniformes des établissements de formation professionnelle se présentent de la manière suivante, par établissement:

- Ecole normale des instituteurs (Eni): blouse bleu ciel;

- Ecole paramédicale et médico-sociale (E.p.m.s): chemise blanche, pantalon ou jupe violet;

- Ecole normale moyenne d'administration (Enma): ensemble costume bleu de nuit, chemise bleu ciel, cravate ou nœud papillon bleu;

- Ecole nationale des beaux-arts (E.n.b.a): chemise blanche, cravate ou nœud papillon bleu, pantalon ou jupe bleu de nuit;

- Ecole nationale des eaux et forêts (Enef): chemise et pantalon vert olive;

- Ecole congolaise d'optique (Eco): chemise blanche et pantalon bleu de nuit;

- Institut de formation technique et professionnel de

Loudima (I.f.t.p.): chemise rouge bordeaux et pantalon marron;

- Institut professionnel et technologique d'Oyo (I.p.t.o): chemise rouge bordeaux et pantalon marron.

Les couleurs des uniformes des centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (Cefa) sont les suivantes:

- métiers de l'industrie: chemise et pantalon bleu de nuit;

- métiers ruraux: chemise et pantalon de couleur verte;

- métiers de service: chemise blanche, cravate ou nœud papillon bleu, pantalon ou jupe noir.

Les Ministères de l'enseignement général, technique et professionnel établissent et délivrent des cartes scolaires numérisées aux fins d'identification de chaque apprenant.

Un arrêté ministériel fixe les conditions, les modalités et les fonctionnalités de ces cartes scolaires numérisées.

Sont interdits en milieu scolaire: le port de perruque et de tissages; les postiches; les mèches et coiffures extravagantes; le maquillage; les uniformes scolaires non réglementaires; les chaussures à talons; les bijoux; les armes et autres objets dangereux; la tenue civile ou militaire; la barbe et/ou la moustache longue; la chevelure abondante pour les hommes; état d'ébriété; la détention et la consommation de stupéfiants et d'alcool; le port de tout signe distinctif.

Le non-respect des interdictions mentionnées à l'article précédent expose son auteur à des sanctions disciplinaires et/ou pénales, définies dans le décret.

Ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation

Tenu de la 25^{ème} session du conseil national de l'enseignement général

Le ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Jean-Luc Mouthou a convoqué la tenue 25^{ème} session du Conseil national de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, du mercredi 13 au samedi 16 septembre 2023, à Brazzaville, sous le thème: «La bonne gouvernance de notre système éducatif comme facteurs d'amélioration des rendements scolaires». Près de 700 participants venus de tous les départements du pays sont attendus à ce conseil national dont 673 ont leurs noms publiés dans la note de service n°598 du Ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation.



Le ministre Jean-Luc Mouthou

Avec Jean-Luc Mouthou, le Conseil national de l'enseignement tient régulièrement ses sessions, chaque année. Ainsi, la 24^{ème} session s'était tenue du 15 au 17 septembre 2022, sous le thème: «Le profil de l'enseignant dans le système éducatif congolais». Elle s'était achevée par l'adoption de plusieurs recommandations?? dont celle sur l'intégration progressive, à la Fonction publique, des enseignants bénévoles. Une question qui va rejaillir à la présente session, pour en faire le point.

Il était aussi recommandé de vulgariser les textes fixant les règles éthiques et déontologiques, le code de l'encadrement et de bonne conduite. Des moyens financiers devaient être alloués à la formation continue des enseignants actifs, dans l'objectif de l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Le ministre Jean-Luc Mouthou considère que le conseil national est une tribune qui se présente «comme un véritable laboratoire d'où sortent les thérapeutiques susceptibles de booster notre système éducatif, grâce aux différentes recommandations faites». Encore faut-il que celles-ci soient mises en œuvre dans l'intervalle d'une année. Ce qui ne donne pas beaucoup de temps.

Enfin, à titre de rappel, le gouvernement Makosso a prévu de tenir les états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche dont le lancement officiel des préparatifs avait eu lieu le 13 septembre 2022 et dont le maître d'œuvre est le Haut-commissariat dirigé par Hellot Mantson Mampouya.

Urbain NZABANI

Commune de Pointe-Noire

Don de matériel de voirie urbaine par la coopération japonaise

La coopération japonaise a fini par concrétiser sa promesse faite en avril dernier, de faire un don de matériel de voirie urbaine à la mairie de Pointe-Noire, à hauteur de 830 millions de francs Cfa. L'accord relatif à ce don a été signé le jeudi 31 août 2023, à Brazzaville, entre, pour la partie japonaise, le chef de Projet J.i.c.s, M. Sei Takuya, et la cheffe de coopération de l'Ambassade du Japon pour les deux Congo, Mme Mokito Satoko, et pour la partie congolaise, par le ministre de la coopération internationale et de la promotion du partenariat public-privé, M. Denis Christel Sassou-Nguesso, et le ministre délégué en charge de la décentralisation et du développement local, M. Juste Désiré Mondélé.



La gare ferroviaire de la ville de Pointe-Noire.

Nous sommes heureux de signer cet accord avec le Japon international coopération system (J.i.c.s), pour une mise en œuvre réussie de l'accord précédemment signé à Brazzaville en 2022. Comme tout accord, chaque partie de-

vra bien évidemment respecter ses engagements et poursuivre la collaboration sur la base d'une confiance mutuelle», a déclaré le ministre Denis Christel Sassou-Nguesso. En effet, en novembre 2022, le Ministère en charge de la coopération

internationale et l'Ambassade du Japon pour les deux Congo avaient signé un accord sous forme d'un échange de notes, pour le projet de fourniture des équipements de maintenance de la voirie de Pointe-Noire. L'accord

signé le 31 août concerne la mise à disposition de la commune de Pointe-Noire, d'un matériel d'assainissement et d'aménagement, pour l'entretien de la voirie urbaine.

Urbain NZABANI

Bureau du sénat élu à l'occasion de la session inaugurale du mercredi 13 septembre 2023

- **Président:** Pierre Ngolo (P.c.t) (reconduit);
- **Premier Vice-Président:** Donatien Ralcko Mouanda Kitsinga (P.c.t) (nouveau);
- **Deuxième Vice-Président:** Gabriel Ondongo (P.c.t) (reconduit);
- **Premier Secrétaire:** Julien Epola (P.c.t) (reconduit);
- **Deuxième Secrétaire:** Elisabeth Mapaha (U.pa.d.s) (nouvelle);
- **Premier Questeur:** Andréa Carole Sassou-Nguesso (Indépendante) (nouvelle);
- **Deuxième Questeur:** Pierre Justin Makosso (R.d.p.s) (nouveau).

CANAL+

C'EST LA RENTREE DES DECOUVERTES

POUR TOUT REABONNEMENT,

15 JOURS OFFERTS*

A TOUT CANAL+

Nathan +

*Offre valable pour tout réabonnement sur le service CANAL+ 14.99€ par mois. Les modalités de l'offre sont disponibles sur le site Nathan.fr

Conseil consultatif de la société civile et des O.n.gs

Plus d'une centaine de cadres éduqués sur les symboles et valeurs de la République

Le Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernementales a organisé, mercredi 4 septembre 2023, dans la salle de conférence du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, à Brazzaville, une journée d'information et de sensibilisation sur «la citoyenneté, le volontariat, les symboles et valeurs de la République», sous le patronage de son secrétaire permanent, Céphas Germain Ewangui. Plus d'une centaine de cadres issus de différentes associations et organisations de la société de Brazzaville ainsi que d'autres départements du Congo y ont pris part.

La journée d'information et de sensibilisation sur la citoyenneté avait pour objectif d'éduquer les acteurs de la société civile, pour qu'ils assurent à leur tour la formation et la sensibilisation des citoyens à différents niveaux, en mettant notamment l'accent sur les comportements et pratiques en harmonie avec les fondamentaux de la République. Elle s'inscrit également dans le cadre des missions qu'on attend des organisations de la société civile, sensées agir pour appuyer les dynamiques locales, en vue de contribuer à l'édification des bases d'un développement durable au Congo.

Ainsi, les questions liées au respect et à la préservation du bien public, à la connaissance et au respect des lois, à la ponctualité et à l'amour du travail bien fait, au respect de soi, des autres et du caractère sacré de la vie humaine, à la tolérance mutuelle, au patriotisme et à l'attachement à son pays comme patrimoine commun à protéger de manière indéfectible, etc, étaient abordées.

Dans son allocution d'ouverture, Céphas Germain Ewangui a rappelé que «la mission de la société civile n'est pas que de rappeler l'Etat à ses devoirs, à ses tâches et missions régaliennes, mais aussi en tant qu'acteurs de terrain, de proximité, à assurer le relais des gouvernants dans la sensibilisation, l'éducation, l'encadrement des populations autour des valeurs,



Céphas Germain Ewangui.



Une vue des participants à la journée de sensibilisation.

vertus, des normes comme entre autres: le respect et la préservation des biens publics, la connaissance et le respect des lois, l'amour du travail bien fait, la ponctualité, le respect de soi et celui des autres, du caractère sacré de la vie humaine, la tolérance

mutuelle, l'amour et l'attachement à son pays comme patrimoine commun à protéger de manière indéfectible».

Au cours des échanges qui ont suivi les séances de travail, les participants ont abordé plusieurs sujets tels que la délinquance juvénile,

la corruption, l'éducation des jeunes ainsi que le financement des O.n.gs, notamment l'accès aux fonds pour dynamiser le secteur de l'agriculture, comme voulu par les pouvoirs publics.

Dans sa communication sur «la société civile et volontariat», Bienvu Okogna, volontaire et entrepreneur dans le secteur agro-pastoral, a indiqué qu'«avec la politique des zones agricoles protégées dans le pays, on devrait pouvoir soutenir les O.n.gs de développement dans le domaine agricole, en vue de booster notre agriculture. Mais, il faut que les moyens soient mis à la disposition du Conseil consultatif de la société civile, pour qu'il puisse recenser, d'une région à une autre, toutes les structures qui sont capables d'apporter leur pierre à l'édifice».

Pour sa part, Maître Matilde Quenum, avocate au barreau de Brazzaville, a dénoncé, au cours de son intervention sur «la citoyenneté», la responsabilité des parents qui n'accompagnent les efforts des pouvoirs publics dans la lutte contre «la délinquance juvénile». «Ce sont des parents qui sortent leurs enfants délinquants des prisons, ce n'est pas l'Etat. Ce sont les mêmes qui vont corrompre le policier avant que le dossier n'arrive au parquet, ce n'est pas l'Etat. Ce sont les mêmes parents qui ne dénoncent pas», a déclaré Maître Matilde. «Ce n'est pas la faute à l'Etat, mais c'est une conscience citoyenne qu'il nous faut développer», a-t-elle déclaré. Signalons que cette session a permis aux parties présentes d'être éduquées sur le triptyque: «Respect de soi; respect d'autrui et face à ses responsabilités».

Roland KOULOUNGOU

Commune de Dolisie

La situation épidémiologique désormais sous contrôle

Après la vague épidémique de shigellose, de fièvre typhoïde et de choléra, qui a frappé la ville de Dolisie et ses environs, au mois de juillet, les autorités sanitaires locales affirment que la situation épidémiologique est sous contrôle, mais on n'est pas encore à la fin des épidémies. Il y a toujours des suspicions mais l'incidence a sensiblement diminué, même si des cas de shigellose, de choléra et de fièvre typhoïde sont découverts dans le reste du pays. Selon le bulletin Sitrep n°16, à la date du 24 août 2023, la situation épidémiologique se présentait comme suit:

- 21 cas de choléra diagnostiqués au Laboratoire national de santé publique (17 dans le Niari et 4 à Pointe-Noire), dont 11 co-infections de choléra et shigellose et 1 cas co-infection fièvre typhoïde;
- 83 cas confirmés de shigellose dont 60 dans le Niari, 6 à Pointe-Noire, 8 à Brazzaville, 5 dans le Pool, 2 cas dans la Bouenza et 2 cas dans la Cuvette-Ouest;
- 22 cas confirmés de fièvre typhoïde dont 14 à Dolisie, 1 à Pointe-Noire, 1 dans la Bouenza, 2 à Brazzaville, 1 dans la Lékoumou, 1 dans la Likouala, 1 dans le Kouilou et 1 dans le Pool;
- 52 décès dont 33 dans le Département de Dolisie, 12 à Pointe-Noire, 4 dans la Bouenza, 1 dans le Kouilou, 1 à Brazzaville et 1 dans la Lékoumou;
- 88 patients opérés dont 62 dans le Niari et 26 à Pointe-Noire;
- 14 patients décédés parmi les opérés, dont 8 à Dolisie et 6 à Pointe-Noire.

Lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Ces derniers temps, les nouvelles qui nous viennent de l'Ukraine et du Soudan offusquent nos amis communs Itoua, Mbougou, Tati et Yakamambu. Ils ont l'impression que les conséquences de la Seconde guerre mondiale n'ont point éduqué la communauté internationale et les dirigeants de nos différents pays. Tout le monde tergiverse, pendant que les paisibles populations continuent à mourir. Itoua, Mbougou, Tati et Yakamambu, qui tiennent à la paix des cœurs et des esprits dans nos pays et convaincus que nous avons, tous, un devoir envers toutes les victimes des guerres et des vivants, nous invitent à méditer sur cet appel lancé d'Auschwitz, le 27 janvier 1995, par les chefs ou représentants de vingt-quatre Etats et dix Prix Nobel de la paix:

«...Nous avons le devoir envers les victimes de garder le souvenir de leur mort. Nous devons aussi nous souvenir de leur vie. Leur héritage doit aider l'humanité à consolider la foi dans un avenir libre de racisme, de haine et d'antisémitisme. Rendant hommage aux victimes du KL Auschwitz, nous avons aussi le devoir envers les vivants d'œuvrer pour la paix, la tolérance et les droits de l'homme. Nous croyons et nous espérons que ces principes seront acceptés et ancrés dans la conscience de la communauté mondiale tout entière, qu'ils toucheront les cœurs et les esprits. Qu'à la fin du XX^{ème} siècle, des instruments seront créés, pour garantir la solution pacifique de tous les conflits. Les crimes de génocide ne peuvent être oubliés, quels qu'en soient les lieux, les temps et les auteurs. Ils doivent être jugés équitablement et devenir l'avertissement, pour les contemporains et les générations à venir. Il est dit: «Qui sauve une vie, sauve le monde entier. Qui ôte une vie, détruit l'ordre de ce monde». Pour cela, nous souhaitons porter au monde entier, à tous les peuples et tous les hommes, le message suivant: plus jamais de fanatisme ni de violence, plus jamais de guerres ni de tueries». Comprenez que pour cela, en ce début du XXI^{ème} siècle. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Ambassade de France au Congo

Nouvelle ambassadrice, Claire Bodonyi succède à François Barateau

Nommée, le 31 juillet 2023, par le Président Emmanuel Macron, comme ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République Française auprès de la République du Congo, Claire Bodonyi a présenté ses copies figurées au ministre des affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, le 7 septembre dernier. «Moment fondateur pour le début de ma mission, nous avons évoqué brièvement la situation régionale, l'état du monde et le sommet des trois bassins qui se tiendra à Brazzaville fin octobre, comme axes de coopération et d'échanges, parmi tant d'autres», a-t-elle écrit sur la page Facebook de l'ambassade.

Administratrice de l'Etat, Mme Claire Bodonyi a une grande expérience de terrain dans la vie diplomatique. Elle a été ambassadrice de France en Bosnie-Herzégovine, entre 2014 et 2017, et en Namibie (Juin 2017 - septembre 2020), avant de revenir au

Ministère des affaires étrangères comme directrice des affaires financières (2020-août 2023). A Brazzaville, elle succède à François Barateau, qui a dit au revoir aux autorités congolaises, notamment les présidents du sénat et de l'assemblée nationale, au Premier ministre



Mme Claire Bodonyi et le ministre Jean-Claude Gakosso.

et au Chef de l'Etat, avant de quitter le sol congolais, au terme de sa mission en

République du Congo.

Urbain NZABANI

Peac (Pool énergétique de l'Afrique centrale)

L'électricité à Brazzaville sera bientôt stabilisée, grâce au Poste de Kinsuka

La fourniture de l'électricité à Brazzaville sera stabilisée dans les jours à venir, grâce à l'inauguration, d'ici le mois d'octobre prochain, du Poste 220 kilovolts en construction à Kinsuka, dans la Commune de Ngaliema, au Sud de Kinshasa, capitale de la RD Congo. C'est ce qu'a laissé entendre Fabrice Lusinde Wa Lusangi Kabemba, directeur général de la Snel (Société nationale d'électricité), lors d'une réunion extraordinaire du comité de direction du Peac (Pool énergétique de l'Afrique centrale), tenue en présentiel et en virtuel, du 1^{er} au 2 septembre 2023, à Brazzaville. Une nouvelle qui rassure de ce que bientôt, les black-out dont on souffre tant à Brazzaville ne seront plus qu'un mauvais souvenir.

Structure spécialisée de la C.e.e.a.c (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) dans le domaine de l'électricité, le Peac a, en effet, tenu à Brazzaville une réunion extraordinaire de son comité de direction, dirigée par son président, Fabrice Lusinde Wa Lusangi Kabemba, directeur général de la Snel. Parlant de la fourniture de l'électricité à Brazzaville, ville où l'on observe ces derniers mois de sérieuses perturbations dans la fourniture de l'électricité, celui-ci a rappelé que «la ligne d'interconnexion entre Mbouono, au Congo-Brazzaville, et Likuala, en RD Congo, va être transposée au niveau de Mbouono et Kinsuka, avec une meilleure stabilité. Cette rencontre a été une occasion, pour moi, de m'entretenir avec mon collègue (le directeur général de E2c), pour lui faire part de l'état d'avancement des travaux. D'ici le mois d'octobre prochain, on va inaugurer le poste de Kinsuka qui va per-

mettre d'acheminer l'énergie de la Centrale de Zongo II, au niveau de Kinshasa, pour renforcer la stabilité des deux réseaux».

Ouverte par Frédéric Ma-

de E2c (Energie électrique du Congo), cette réunion a permis d'adopter le rapport financier et de valider les conclusions de l'audit de l'exercice 2022 de l'institu-



De g. à dr. Atadet Azarak Mogro, Fabrice Lusinde Wa Lusangi Kabemba, Frédéric Manienzé et Jean-Bruno Danga Adou.

niénzé, directeur de cabinet du ministre de l'énergie et de l'hydraulique, en présence de Fabrice Lusinde Wa Lusangi Kabemba, directeur de la Snel, président du comité de direction, Atadet Azarak Mogro, secrétaire permanent du Peac et Jean-Bruno Danga Adou, directeur général

tion. Ouvrant les travaux, Frédéric Manienzé a rappelé que «le pool énergétique de l'Afrique centrale a été créé en vue d'apporter une réponse institutionnelle aux problématiques inhérentes à l'électrification de l'Afrique centrale, qui sont sources



Frédéric Manienzé (au milieu) avec les directeurs généraux des sociétés électriques à l'ouverture des travaux.

de nombreuses préoccupations, pour son développement économique et social. Sa vocation est de faciliter et d'améliorer l'intégration totale des systèmes d'énergie en Afrique centrale, en vue de garantir une solidarité entre les pays adhérents, pour leur approvisionnement en énergie électrique, l'importation, l'exportation et le transit reste un sujet de grande actualité», a déclaré Frédéric Manienzé, à l'ouverture des travaux.

A ce sujet, à l'ouverture des travaux, le secrétaire permanent, Atadet Azarak Mogro, a indiqué que le Peac a mené plusieurs activités, dont entre autres, la participation au lancement officiel du projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad, le 13 juin 2023, à N'Djaména et la participation,

du 12 au 13 juillet 2023, au lancement des études du projet d'interconnexion entre le Gabon et la Guinée Equatoriale.

A noter qu'au cœur du continent africain, l'Afrique centrale, qui dispose d'environ 58% du potentiel hydroélectrique africain et d'énormes ressources énergétiques, techniques et économiquement réalisables, présente, malheureusement une situation de déficit énergétique chronique. Les populations en souffrent énormément et cette situation retarde le développement des pays de la sous-région. Car, il n'y a pas de développement sans maîtrise de l'électricité, à l'heure où tout passe par l'Internet. Au cours de leurs travaux, les présidents et directeurs généraux des sociétés d'élec-

tricité des pays membres du Peac ont discuté des priorités budgétaires et de la mise en place d'un plan servant de feuille de route pour l'année à venir de l'institution. Selon les directeurs généraux des sociétés d'électricité de la C.e.e.a.c, les enjeux actuels exigent une réflexion approfondie et une planification minutieuse, pour garantir une alimentation électrique stable dans les pays respectifs du P.e.a.c. Les défis sont nombreux. Ils vont des fluctuations des prix des matières premières, aux pressions environnementales grandissantes, en passant par les besoins croissants en énergie dans les économies en développement.

Au sortir de leurs travaux, les participants ont estimé que les résultats de la réunion reflètent les objectifs communs de développement énergétique, pour garantir la durabilité environnementale et la stabilité financière des sociétés d'électricité. Le budget du Peac est réparti sur la mise en œuvre des projets régionaux de la sous-région d'Afrique centrale. Mais, les sociétés d'électricité membres du Pool énergétique ne sont pas au rendez-vous des cotisations. Des missions seront organisées pour impulser la dynamique des comptes.

Concernant la célébration du 20ème anniversaire du Peac, prévue du 13 au 18 novembre 2023, à Brazzaville, ville abritant le siège de cette structure, les directeurs généraux des sociétés d'électricité ont rassuré que les différentes étapes des préparatifs ont été approuvées par l'ensemble des sociétés.

Martin BALOUATA-MALEKA

P.f.d.d (Plateformes dette et développement)

Comment mieux influencer les mécanismes internationaux de restructuration de dette

Un atelier en ligne pour l'élaboration de la stratégie commune envers les Ifi (Institutions financières internationales), pour pouvoir mieux influencer les mécanismes internationaux de restructuration de la dette, a réuni, lundi 4 septembre 2023, les P.f.d.d (Plateformes dette et développement) et les organisations de la société civile de quatre pays africains (Cameroun, Congo-Brazzaville, Guinée-Conakry et la RD Congo). Cette rencontre virtuelle a permis aux quatre groupes d'échanger sur leurs expériences de travail sur les Ifi comme la Banque mondiale et le F.m.i (Fonds monétaire international).

La P.f.d.d Congo, avec ses points focaux disséminés dans l'ensemble du territoire national (Pointe-Noire, Dolisie dans le Niari, la Cuvette, la Sangha et les Plateaux), sous la conduite de son coordonnateur national, Samuel Nsikabaka, a participé aux débats, dans la salle de conférence du siège du Prisp (Projet de réformes intégrées du secteur public), à Brazzaville. Le but visé était de répertorier les difficultés à entrer en contact avec cer-

taines institutions financières internationales et les pouvoirs publics et voir comment améliorer les relations et identifier les cibles de plaidoyer.

Après avoir fait une cartographie des institutions financières internationales représentées dans chaque pays, pour examiner leur mandat et les missions qu'elles réalisent, les participants à l'atelier en ligne ont déterminé les outils de plaidoyer, les actions et les mécanismes de communication envers les Ifi et les



Les acteurs de la société civile, membres de la plateforme dette et développement, pendant les travaux.

pouvoirs publics. La synthèse de la cartographie a favorisé l'adoption d'une stratégie et d'un mécanisme de suivi des recommandations formulées. Cela a constitué aussi une occasion, pour analyser et apprécier les problèmes spécifiques au niveau national, au regard des enquêtes menées au sujet de la dette.

Samuel Nsikabaka a résumé la situation en ces termes: «La situation de la dette dans nos pays est alarmante. Les engagements ne sont pas respectés par les Etats. Notre pays a subi une décision de la Banque mondiale sur la suspension des financements. La dette reste une question à regarder très attentivement

et à suivre. Sur ce qui est dit, c'est que notre dette prend toujours du volume. Mais, des sources sûres, les gouvernants affirment aussi qu'il y a comme un plancher, une stagnation, une maîtrise qui commence par voir le jour. La société civile n'a pas encore atteint la position que nous voulons avoir. Cette position, c'est une implication de la société civile qui nous donnerait fraîchement des informations sûres, pour être en capacité d'influer sur les mécanismes de la dette: où s'endetter; à quel taux et pour quelle raison. Ces éléments, il faut les maîtriser. Leur maîtrise dépend de la participation aux comités de pilotage, aux programmes de pilotage des politiques de développement ou dans les comités de pilotage de certains projets. Il faut mener un plaidoyer auprès des gouvernants et aussi auprès

des institutions financières internationales, donc les bailleurs de fonds».

Le coordonnateur national de la P.f.d.d-Congo reste malgré tout, optimiste. «Nous ne pouvons pas donner l'assurance aux formules de la dette. Mais, la chose que nous avons, c'est que nous sommes optimistes, notamment avec le passage du budget des moyens au budget programme et avec l'engagement de la société civile de devoir participer aux comités de pilotage des politiques de développement. S'endetter n'est pas une mauvaise chose. Mais, ce qui pose problème, c'est le manque de maîtrise de l'endettement: pourquoi on s'est endetté; le besoin qui a permis d'aller vers un endettement d'une part, et d'autre part, la mise en œuvre de ce pourquoi on s'est endetté. Si l'endettement est bien fait, de manière efficace, on n'a pas une dette odieuse. Ce qu'il faut éviter, c'est de s'endetter et ne pas réussir les projets pour lesquels on s'est endetté. Il faut éviter ce genre de dettes, car elles sont odieuses».

M. B.-MA.

Dieudonne Antoine-Ganga: mon cri du cœur pour la jeunesse congolaise

La jeunesse dans tout pays est censée être la pépinière. Elle est constituée par l'ensemble des personnes, hommes et femmes de la tranche d'âge de 18 à 35 ans révolus. Ce sont des jeunes qui sont soit encore au lycée ou dans des instituts d'études supérieures et professionnelles, soit déjà dans la vie professionnelle. Aujourd'hui, la jeunesse congolaise est stratifiée et catégorisée malheureusement en trois parties: la jeunesse privilégiée; la jeunesse entreprenante et la jeunesse marginalisée (la jeunesse lambda). Voici la troisième catégorie, la jeunesse marginalisée !

C- La jeunesse marginalisée. Celle-ci comprend trois catégories:

1- Les diplômés sans emploi, (euphémisme pour ne pas dire chômeurs):

Ils galèrent et tirent le diable par la queue. En quête permanente d'emploi ou d'une intégration dans la fonction publique, ils sont souvent en piquet de grève devant les ministères où ils animent des concerts de casseroles et de vuvuzelas dans un grand tintamarre.

2- Les pestiférés:

Il s'agit ici des enfants issus des parents ayant assumé de hautes fonctions politiques (ministres, députés, ambassadeurs, etc., tous déchus), lesquels parents sont laissés au bord de la route par les nouveaux dirigeants. Aucune porte ne leur est ouverte par méchanceté gratuite.

3- Les dépravés:

Ce groupe concerne de jeunes garçons et de jeunes filles, tous peu courageux et partisans de moindre effort. Ils sont enclins à la facilité et à l'acquisition de l'argent facile; ils ont aussi un penchant au plaisir de la chair et à l'alcool. Friends de commérages, de rumeurs et de ragots, ils fréquentent assidûment les ngandas et autres caves et boîtes de nuit, tous les lieux de plaisir et des loisirs où ils sont exposés ipso facto à toutes les tentations (alcoolisme, prostitution, tabagisme, drogue, stupéfiants, hallucinogènes, etc.). Malheureusement, ces jeunes n'honorent ni leurs familles ni la société congolaise. D'aucuns diraient qu'ils sont indécorables. C'est pourquoi le gouvernement et les familles ne doivent ménager aucun effort pour les aider à sortir de cette malheureuse situation et pour les arracher à leurs mauvais penchants.

4- Les délinquants:

Ce groupe est constitué par la plupart des jeunes qui refusent d'accepter leurs conditions et qui, par aigreur, s'en prennent aux autres. Ils sont auteurs de petits larcins, vols à la tire, vols à mains armées, cambriolages, braquages, coupures de route. Ils sont les pensionnaires permanents de la maison d'arrêt de Brazzaville ou des prisons de l'intérieur. Leur déshonneur rejailit sur leurs parents. D'autre part, les personnes n'ayant parfois pas d'autre choix que de tomber dans la



Par Dieudonne Antoine-Ganga.

criminalité et qui constituent, entre autres, le terreau fertile pour le recrutement des kulunas (arabes, américains, bébés noirs), et des miliciens. C'est de ce terreau que sont issus, en effet, les ninjas, cobras, zoulous, nsiloulous, cocoyes, requins, mambas, tous des milices de triste mémoire. Nul besoin de rappeler que les Congolais ont souffert ou continuent à souffrir des violences et des horreurs dont les auteurs sont ces jeunes armés. Ces derniers ont été instrumentalisés par des dirigeants politiques. Ils sont aujourd'hui des ex-combattants, certains intégrés dans la Force publique, d'autres se débrouillent avec des petits métiers et d'autres encore continuent d'alimenter des réseaux de criminalité armée.

C'est ici l'occasion d'insister sur le ramassage permanent de toutes les armes circulant entre les mains des jeunes. Car, la suppression, l'interdiction et le désarmement des milices, la réinsertion des combattants démobilisés sont des aspects indissociables du maintien et du renforcement de la paix, élément essentiel des efforts de réconciliation et d'unité après un conflit. D'autre part, une démobilisation réussie suppose non seulement le démantèlement des structures paramilitaires mais aussi l'insertion dans l'activité productive des combattants démobilisés. Ce qui, à son tour, nécessite l'organisation de programme d'éducation et de formation, la création d'emplois et le traitement des traumatismes subis.

Ainsi, les miliciens démobilisés doivent être orientés vers des secteurs productifs comme l'agriculture et l'élevage ou envoyés dans les grands chantiers relatifs à la construction ou à l'entretien

des ponts et des routes, à la réfection du C.f.c.o, l'épine dorsale de l'économie congolaise ainsi qu'à la rénovation des écoles, des dispensaires et des sites de formation. Ils suivraient auparavant une formation professionnelle accélérée dont le principe serait: «un ancien milicien = un métier». Il faut éviter coûte que coûte au milicien démobilisé de tomber à nouveau dans l'oisiveté, voire dans le chômage qui, ipso facto, engendre la misère qui, cela va sans dire, constitue par ailleurs, une menace permanente pour la stabilité sociale, pour le développement des peuples et pour la paix. En effet, il faut reconnaître que la misère économique et le chômage sont des ingrédients puissants, une aubaine pour les politiciens et autres chefs de gang qui abusent de ces jeunes qu'ils droguent et arment sans vergogne. Ces jeunes, on ne l'écrira et on ne le dira jamais assez, constituent un terreau de la culture urbaine qui repose sur la violence que l'Etat doit enrayer coûte que coûte et jusqu'au bout.

II- Pistes de solutions ou remèdes

I- Que faut-il faire pour l'avenir de la jeunesse congolaise?

A- La famille

Tout d'abord, il revient à la famille (parents biologiques: père, mère, grand-mères, grand-pères, oncles, tantes, frères, sœurs, cousins, cousines, etc.) de réhabiliter et de sauver coûte-que-coûte, la jeunesse marginalisée qui, ipso facto, continue à «se désintégrer progressivement et que nous avons laissée à la débandade et qui est inévitablement encline à s'écarter des voies de la décence et de la dignité et à commettre des choses viles». Car, «l'enfant est comme une plante qu'il faut entretenir, avec suffisamment d'attention et beaucoup de patience», dixit Dr M. Mbandinga.

Malheureusement, il sied de signaler que la probabilité des succès de cette approche serait faible, parce que tous ces jeunes sont déjà pris dans l'engrenage de l'accoutumance et de l'addiction. La plupart des jeunes ont franchi la barrière de la honte et du qu'en dira-t-on; «On part, on part» ou «S'en fout la mort!» sont leurs devises. Ils assument, désormais, leurs mo-

des vivendi et operandi. Ils se sentent bien dans leur peau. Dommage!

A défaut d'actions correctives sur lesdits jeunes, il vaudrait mieux se tourner vers des actions préventives sur les générations futures. Comme l'a écrit Jean-Jacques Rousseau au 18ème siècle, «l'homme est naturellement bon et c'est la société qui le déprave». Ce qui signifie que les enfants qui naissent sont innocents et sans malice, jusqu'à l'âge de raison. C'est au contact de l'école, de la société et surtout du choc des cultures dans les agglomérations urbaines qu'ils forgent leurs caractères et que des sentiments divers les habitent.

Aujourd'hui, un autre phénomène s'est développé dans les grandes cités urbaines congolaises: les enfants de la rue. Ces enfants, qui ont fait de la rue, des carrefours ou des marchés, leurs domiciles, faute d'en avoir. Ces enfants le sont devenus en raison des circonstances particulières. Ces enfants rejetés sont des victimes désignées comme de grands rapaces qui rodent la nuit, des faucons, des vautours, des charognards et des prédateurs en quête de la chair fraîche et tendre. C'est pourquoi il faut se poser la question de connaître les causes profondes de ces fâcheux phénomènes.

Tout d'abord, ce sont les ruptures et les éclatements des cellules familiales qu'il faut incriminer, car dès le décès de l'un des parents ou des deux, les enfants sont abandonnés à eux-mêmes, la plupart du temps, parce que chassés avec leurs mères veuves, du domicile conjugal, par les neveux et les autres parents du De Cujus. Ainsi, ne pouvant plus aller à l'école, ou parfois même n'ayant rien à manger, ils sont abandonnés à eux-mêmes et devenant ipso facto des mendiants. Même les mbonguis qui étaient les foyers d'éducation et d'accueil des orphelins, grâce à la solidarité familiale, dans nos villages, ont disparu. La solidarité d'antan commence à disparaître ou a disparu, au profit malheureusement de l'égoïsme et de l'individualisme.

Ensuite, l'autre cause réside dans les problèmes économiques et sociaux. En effet, certaines familles éclatent ou ont éclaté sous le poids des charges que les pères et mères de famille ne peuvent plus supporter. Ce qui engendre la dispersion de la cellule familiale. A ce propos, il faut souligner que l'on assiste, au Congo, à un exode rural poussé et à une urbanisation galopante qui a pour corollaire, la transition sociologique, en l'occurrence la mutation du modus viven-

Coup d'Etat électoral, coup d'Etat militaire, une relation de cause à effet?

La confiscation du pouvoir à travers les élections de façade, dans une démocratie, est une option politique qui ne comporte pas que des avantages, il y a aussi des risques. La junte militaire au pouvoir au Gabon a justifié son coup d'Etat, entre autres, par le fait que les élections organisées par le pouvoir déchu ne remplissaient pas «les conditions d'un scrutin transparent, crédible et inclusif tant espéré par les Gabonaises et les Gabonais». Evidemment, personne n'aurait fait un tel jugement, quand ce pouvoir déchu était en place. Il a fallu qu'il soit renversé, pour que les langues se délient.

Ainsi, le Gabon a offert l'exemple de la relation de cause à effet entre les élections truquées (coup d'Etat électoral) et le coup d'Etat militaire. Mais, cela ne veut pas dire que les putsches trouvent toujours leur justification dans les élections truquées. Au Niger, on a renversé un Président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum, en critiquant simplement les faiblesses de sa gouvernance dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité.

Finalement, tout ne dépend que du rapport des forces. Celui qui a le pouvoir d'Etat jouit de l'avantage de la protection et de la mobilisation de la force publique que représente l'ensemble des services d'Etat chargés du maintien et du rétablissement d'ordre, de la sécurité publique et de l'exécution des lois.

L'élection d'Ali Bongo-Ondimba, en septembre 2009, succédant ainsi à son père, Omar Bongo-Ondimba, et sa réélection en août 2016 sont entachées de fraudes, avec des conséquences post-électorales meurtrières dans les deux cas. Après une modification de la Constitution en avril 2023, qui réduit le mandat présidentiel de sept à cinq ans, Ali Bongo-Ondimba a repris son scénario électoral biaisé, pensant que, comme toujours, il allait maîtriser les violences post-électorales et s'imposer. Le 30 août, le C.g.e (Centre gabonais des élections) le proclame vainqueur avec 64,27% des voix. Dès le début de la journée, les militaires en ont disposé autrement. Ils se sont emparés du pouvoir, donnant ainsi un coup de frein à la réélection d'Ali Bongo-Ondimba pour un troisième mandat.

Sans doute, celui-ci pensait qu'il n'y avait pas d'obstacle sérieux pour l'empêcher d'exercer son troisième mandat et qu'il avait la force publique pour réprimer toute résistance à sa volonté politique, comme cela était le cas en 2016. Erreur d'analyse!

Quand bien même il était placé en résidence surveillée, le Président Bongo-Ondimba ne comprenait pas qu'il venait de perdre le pouvoir; que ce qu'il ne pouvait pas imaginer contre lui venait de se produire. En effet, cette fois-ci, les militaires ont fait le contraire: au lieu de réprimer le peuple qui allait contester sa réélection, ils ont trouvé qu'il était plus facile de s'en prendre à celui qui vole les élections, afin d'épargner au peuple, des sacrifices inutiles. Sans coup férir, ils ont disposé du pouvoir, à la grande joie des populations qui ont ainsi poussé un ouf de soulagement.

Quelle leçon tirer d'une telle expérience?

La première leçon est qu'il y a une relation de cause à effet entre le coup d'Etat électoral et le coup d'Etat militaire, même si tous les coups d'Etat militaires ne se justifient pas par les coups d'Etat électoraux, comme au Niger ou au Burkina Faso.

La deuxième leçon est qu'on ne bâtit pas durablement une démocratie dans l'injustice, la tricherie et la force aveugle. Et on peut tirer bien d'autres leçons. Ce qui ne veut pas dire que ce qui est vrai pour un peuple l'est pour tous les peuples. Chaque peuple a son histoire particulière. Mais, les exemples des uns servent parfois de leçons aux autres.

Jean-Clotaire DIATOU

di traditionnel en un modus vivendi moderne.

Jadis et jusqu'à une époque récente, nos villages vivaient dans l'autarcie et dans une économie fermée de traite et de subsistance, où les denrées alimentaires étaient disponibles et à foison dans les champs et l'alimentation carnée fournie par les animaux domestiques et les gibiers. Peu de dépenses étaient exigibles et effectuées.

Désormais, avec la vie moderne, les Congolais sont entrés dans l'économie marchande où tout doit se négocier avec de l'argent:

nourriture; santé; éducation; services divers, etc. C'est devant cette équation que se trouvent beaucoup de Congolais désœuvrés, l'oisiveté étant la mère des vices, parce que n'ayant pas les moyens ni la formation adéquate pour exercer un métier en vue de s'assurer un salaire minimum qui est parfois payé irrégulièrement. D'où le spectre de la misère, de la pauvreté et de la clochardisation quotidiennes. (A suivre).

Dieudonne ANTOINE-GANGA

Lutte contre les changements climatiques

Le Bassin du Congo est aussi une solution à l'atténuation du changement climatique

Le premier Sommet africain du climat s'est achevé, mercredi 6 septembre, à Nairobi, au Kenya. Les 54 pays africains ont adopté la «déclaration de Nairobi» qui est destinée à concrétiser le potentiel du continent en faveur d'une croissance verte, selon le Président William Ruto, l'hôte du sommet. Mais, le sommet de Nairobi a lancé quatre mois de réunions internationales abordant les questions climatiques qui s'achèveront avec la Cop28 en fin novembre, à Dubaï.

Planchant dans sa dernière diffusion sur les enjeux du sommet de Nairobi, l'émission «L'heure de vérité», animée par Aline France Etokabeka sur Télé-Congo a reçu trois experts en environnement qui ont fait la relation entre ce sommet et celui des trois bassins forestiers tropicaux du monde, qui se tiendra à Brazzaville, en octobre 2023.

Le leadership de Denis Sassou-Nguesso dans la préservation de l'environnement

Le sommet des trois bassins forestiers tropicaux du monde figure parmi les rendez-vous internationaux qui précèdent la conférence de l'Onu sur le climat (Cop28) de Dubaï. D'où l'intérêt que revêt la présence du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, au sommet de Nairobi, selon les invités de l'émission

d'Aline France Etokabeka. Ils ont relevé qu'au-delà de son invitation, par son homologue kenyan, William Ruto, Denis Sassou-Nguesso a pris part au sommet de Nairobi en sa double qualité de Président de la République du Congo et de Président de la Commission climat du Bassin du Congo.

Parlant de l'expérience de Denis Sassou-Nguesso, Ugain Kaya Mikala a ajouté que la plus grande conférence sur les questions climatiques a été organisée en 1992, au sommet de Rio, d'où ont été initiées les trois conventions sur la désertification, la biodiversité et les changements climatiques. Cette prise de conscience du monde sur l'importance de planter les arbres et de préserver les forêts s'est faite alors que Denis Sassou-Nguesso était déjà, en 1984, préoccupé par cette perspective écolo-visionnaire

sur les questions de préservation de l'environnement, a martelé le coordonnateur d'Eveil d'Afrique. A ce jour, le taux de déforestation au niveau mondial est d'environ 40%, a souligné Ugain Kaya Mikala.

Tant d'initiatives pour préserver l'environnement

L'un des invités, Pierre Taty, directeur du cabinet du ministre de l'économie forestière, s'est réjoui de la participation du Chef de l'Etat congolais à ce sommet: «De longues dates, le plaidoyer mené par le Chef de l'Etat, Denis Sassou-Nguesso, en matière de gestion durable des forêts, pour tout dire, en matière d'environnement, est reconnu par ses pairs». Il a dit sa «fierté, en tant que Congolais», parce qu'aujourd'hui, le Président de la République



Les Chefs d'Etat présents et le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres.

«tient un leadership qui est tel qu'il peut mieux parler de ces questions que certains de ses pairs, au cours de ce genre de messe», a-t-il déclaré.

Pierre Taty a souligné les initiatives congolaises en matière de protection de l'environnement, qui meublent logiquement la communication du Président de la République. Il est porteur, notamment chez nous, de la journée nationale de l'arbre, instituée au milieu des années 80, alors que la communauté internationale n'en parlait pas encore. Le Pronar (Programme national d'afforestation et de reboisement),

lancé en 2011 ou encore la décennie mondiale d'afforestation lancée lors de la Cop27 en Egypte ont aussi constitué l'énumération de Pierre Taty. Pour lui, le sommet de Nairobi a été donc une opportunité, pour Denis Sassou-Nguesso, de créer une sorte de coalition de tous les acteurs qui interviennent dans le climat. Le sommet est africain, mais les participants viennent des horizons divers, a-t-il précisé.

Les pays du bassin du Congo ont des solutions à donner au monde

Un autre invité, Maître Brice

Séverin Pongui, a insisté sur «l'importance capitale» que revêt le Président du Congo et Président de la Commission climat du Bassin du Congo qui compte 16 pays. Cette double casquette confère au Chef de l'Etat, le privilège de parler au nom du Bassin du Congo qui regorge fleuves, forêts, tourbières, mangroves et autres biodiversités. Les pays du Bassin du Congo ont des solutions à donner au monde, a-t-il affirmé. Pour lui, ces pays «ne sont pas seulement des victimes, mais ils présentent aussi l'autre face de l'Afrique, l'autre face du Bassin du Congo comme étant bassin solution pour effectivement contribuer à l'atténuation du changement climatique». C'est un rôle historique que l'Afrique joue dans la recherche de la solution contre le réchauffement de la terre, a-t-il ajouté.

Pour sa part, Ugain Kaya Mikala a qualifié de capital l'apport de Denis Sassou-Nguesso au sommet de Nairobi, au regard de son expérience et de ses efforts qui dépassent les frontières de la République du Congo. «Le Président de la République a toujours été le porte-voix de l'Afrique sur les questions climatiques», a-t-il rappelé. Tous les experts invités à cette émission ont unanimement conclu que le Congo serait véritablement un modèle en matière de préservation de l'environnement, non seulement sur le plan sous régional, mais aussi mondial.

Jean-Clotaire DIATOU

Témoignage

Au revoir mon frère aîné, le ministre et ambassadeur Benjamin Bounkoulou!

Parler d'un être cher qui nous a quittés, c'est à la fois un moment douloureux en pensant à ce qui ne sera plus, et un moment d'émotion en pensant à tout ce qui a existé entre nous. Comme l'a dit Alfred De Musset, «ce n'est que quelquefois qu'en perdant ceux qu'on aime qu'on sent combien on les aimait». Parler d'un être cher qui nous a quittés, c'est exprimer ce qu'il nous a inspiré.

Pour Ya Benjamin Bounkoulou, le premier mot qui me revient à l'esprit, c'est le mot: foi. Cette foi qu'il avait en Dieu et en Jésus; cette foi qu'il avait dans la prière. Le deuxième mot est l'amour; cet amour qu'il avait pour les gens; cet amour qu'il savait transmettre et cultiver autour de lui; cet amour que nous avons pour lui. Cet amour qui lui permettait de créer et d'entretenir le lien, en dépit de la distance ou des années qui passent. Le troisième mot est la fidélité en amitié. Pour Ya Benjamin Bounkoulou, nous, ses amis, étions sa famille, la famille qu'il avait choisie. Il était toujours

à nos côtés, tant dans nos malheurs que dans nos joies. Il ne cessait de me dire qu'il avait peur de la haine, peur de l'homme pervers dont l'amitié était incertaine et la fidélité en travers. Pour lui, l'amitié était la plus étroite des parentés. Son amitié était une vraie fidélité et non une brume du matin ou une rosée d'aurore qui s'en va. Enfin, pour lui, un ami était un cadeau dont la valeur ne pouvait pas être mesurée sauf par le cœur. Le quatrième mot est l'humilité, cette vertu qui, aujourd'hui, ne jouit pas d'une grande estime, mais que Ya Benjamin Bounkoulou possédait en lui. Cette humilité dont il a fait montre dans

ses fonctions tant de secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, de conseiller diplomatique du Président Marien Ngouabi, d'ambassadeur que de ministre des affaires étrangères. Il appliquait à la règle cette pensée de Charles de Foucauld: «Que ceux qui sont les premiers se tiennent toujours par l'humilité et la disposition d'esprit à la dernière place, en sentiment de descente et de service». Parler d'un être cher qui nous a quittés, c'est aussi entretenir son souvenir: - le souvenir de son humanité et de sa bienveillance; - le souvenir de son attention aux autres et de son intérêt sincère pour les autres;



Benjamin Bounkoulou.

- le souvenir de sa générosité, de son intégrité, de son intelligence et de sa capacité à se réinventer; - le souvenir de son talent à créer le lien et à le maintenir; - le souvenir de son rire, de ses blagues, de son sourire à la fois tendre, doux et sincère. Parler d'un être cher qui nous a quittés, c'est surtout

en dépit de notre chagrin, de notre tristesse, de notre douleur, la plus belle manière de lui exprimer notre amour et de lui dire qu'à travers nous, il continuera d'exister. Ya Benjamin Bounkoulou, tu étais l'un de ces hommes politiques et humbles que, comme l'a écrit le ministre Joseph Ouabari, «le Congo a

connus et connaît, non préoccupés par l'accumulation des biens et ne dérangeant personne, mais très attachés aux valeurs nationales communes». Le Congo où notre société est une société où ne règnent que l'arrogance, les intérêts égoïstes, l'injustice, l'exploitation et la violence dans chacune de ses expressions. Le Congo qui est en train de devenir malheureusement un pays où le désir effréné de posséder et de transformer les biens matériels en idoles est en train d'être légion.

Mon très cher Ya Benjamin Bounkoulou,

Tu m'avais dit, un jour, que tu n'aimais pas les coups d'encensoir. Cela faisait mal à la tête. Mais tu ne peux m'empêcher, en ces jours où Dieu t'a rappelé à lui, que je reconnaisse et célèbre en toi, le très haut fonctionnaire et le très grand diplomate qui nous ait quittés trop tôt, bien trop vite; mais ta mémoire restera dans mon cœur, dans nos cœurs et dans ceux de ton épouse, de tes enfants et de tes frères et sœurs. Au revoir, Ya Benjamin Bounkoulou, repose en paix!

Dieudonné ANTOINE-GANGA.

Riac (Rencontre internationale d'art contemporain)

L'environnement au cœur des enjeux de la dixième édition à Brazzaville

L'I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville abrite, du 4 au 23 septembre 2023, la dixième édition de la Riac (Rencontre internationale d'art contemporain), sous le thème: «La durabilité, l'environnement, l'eau». Cette année, l'événement a réuni une trentaine d'artistes et critiques du Congo et de quelques pays africains dont la RD Congo.

Organisée par les Ateliers Sahm, un centre culturel créé en 2012, à Brazzaville, et dirigé par l'artiste, écrivaine et scénographe congolaise, Bill Kouélany, en partenariat avec l'I.f.c (Institut français du Congo), la rencontre de Brazzaville couvre diverses formes d'arts, notamment des spectacles, des expositions, la peinture, la photographie, la critique d'art, la danse et le théâtre entre autres. Ainsi, le mercredi 13 septembre par exemple, plusieurs groupes et artistes de renom se sont produits à l'I.f.c, comme Sahmusique, Yaya Onka Le Slamticien, La Pie d'or,

Armée street, le comédien Daly Cardinal, Cie Piiramiid, Aristote Moukoko Officiel, Zou le crayon poète, Slameur la-voix-de-l'orphelin, «I dance», John Brown Slam, Derrick Beiby, Shaddow Lamenace, etc. L'entrée était à



Pendant le vernissage de l'exposition des oeuvres d'art.



L'artiste plasticienne et écrivaine Bill Kouélany



Le public a répondu nombreux à la Riac.

mille francs Cfa, grâce à de nombreux sponsors. Durant près d'un mois, des experts internationaux accompagnent des jeunes artistes sur le thème retenu pour cette édition, afin qu'ils développent des bases solides dans les domaines d'activités précités. Fondé en 2012, la Riac (Rencontre internationale d'art contemporain) est l'un des plus importants événements artistiques dans le pays. Rappelons que les Ateliers Sahm sont un centre culturel qui met des espaces de travail, du matériel et des conseils pratiques à la disposition d'une nouvelle génération d'artistes et de designers, afin de les soutenir dans le développement de leurs compétences. Tout ceci, grâce au talent et à l'esprit d'initiative de Bill Kouélany, une artiste hors pair, qui aligne déjà, au long de sa carrière, plusieurs distinctions obtenues en France (Prix de la Francophonie, en 2006 et le grade d'officier des arts et des lettres, décerné par le Ministère français de la culture, en 2018), aux Etats-Unis (Prix du Montalvo arts Center, en 2006), au Congo (Prix Sanza de Mfoa en 2013) et en Hollande (Prix Prince Claus, en 2019).

Roland KOULOUNGOU

Vie associative

Vers le lancement des activités de la Fondation Josammy Emporio à Brazzaville

Une nouvelle organisation, baptisée «Josammy Emporio Foundation» va bientôt voir le jour au Congo. Initiée par l'écrivain chercheur congolo-américain, Josammy Samba Ganga, fils de Samba Mascott, l'ancien sociétaire des Bantous de la capitale, résidant en Californie, cette fondation s'inscrit dans le cadre des programmes Fissicola (Festival international de stimulation de la science et la culture africaine) qu'il a lancés aux Etats-Unis.

La fondation va officiellement démarrer ses activités, jeudi 21 septembre 2023, à Brazzaville, à l'occasion de la journée internationale de la paix. Plusieurs autorités administratives et représentants des institutions internationales sont attendus à cette cérémonie qui sera marquée par une messe à la Cathédrale Sacré-cœur, suivie des activités culturelles comme la parade de la sape, les concerts de musique ainsi que des rencontres sportives. La Fondation Josammy Emporio se présente comme une plateforme qui s'engage à défendre la paix et le respect des droits humains, faisant ainsi de la lutte contre la pauvreté, les inégalités, le racisme, son cheval de bataille.



Josammy Samba Ganga

Elle se veut être un réseau de l'élite africaine partout à travers le monde. Ce nouveau-né des organisations non-gouvernementales se définit aussi comme une

structure qui entend promouvoir l'art et la culture africaine, dans toute sa diversité. Par l'intermédiaire du programme Fissicola, la nouvelle fondation a, en effet, comme

objectif de mettre en place des mécanismes de financement de projets lucratifs, pour lutter contre le chômage, organiser un festival annuel pour valoriser la culture et la science en Afrique, créer des stations pilotes pour faire progresser la recherche et l'innovation au niveau national et continental ainsi que mettre à disposition une expertise scientifique pour accompagner et développer des initiatives portées par des talents en herbe dans diverse domaines d'activités.

Les futures missions de la Fondation Josammy Emporio se feront aussi autour des structures de recherche pour la socio-épistémologie de l'Afrique. Ces derniers permettront d'élaborer des traitements pour lutter contre bon nombre de pathologies présentes sur le continent et aussi œuvrer pour une meilleure prise en charge dans les structures sanitaires. Notons que la première édition des programmes Fissicola

Livre

Dieudonné Antoine-Ganga a signé «Les épîtres congolaises»

«Les épîtres congolaises» sont la compilation de quelques articles rédigés par Dieudonné Antoine Ganga et paru dans le journal L'horizon Africain et publiés par les Editions «Les Lettres Mouchetées». Selon l'auteur, c'est un ouvrage qui exprime sa pensée «sur les joies et les réalités d'antan et qui dénonce la menace du mal et les anti-valeurs qui s'enracinent si facilement dans le cœur des Congolais d'aujourd'hui», soutient-il. «Les épîtres congolaises» sont vraiment une réflexion sur ce qui devrait être le Congo, un pays où la joie devrait caractériser ses habitants. Il dénonce tous ceux qui, de près ou de loin, tronquent l'histoire et les réalités de notre pays», précise-t-il. D'un volume de 115 pages, l'ouvrage s'ouvre par un point d'honneur «à Monsieur l'abbé Fulbert Youlou et à Monsieur Jacques Opangault, respectivement Président et Vice-Président de la République du Congo, artisans de l'unité nationale et de la paix, ainsi qu'à tous les citoyens congolais». La plupart des articles évoquent le vivre ensemble, l'unité des Congolais et dénoncent aussi ce qui ne va pas dans ce pays. «Si nous nous entraînons à suivre la pente morale actuelle, notre société congolaise risquera de se désintégrer progressivement, parce qu'elle n'arrivera plus à la longue à respecter l'intimité des individus qui la composent», confie l'auteur. Dieudonné Antoine-Ganga invite le lecteur «à cultiver en soi et autour de soi, les vertus humaines de la dignité, de l'honnêteté, du respect, de la franchise, de la tolérance, de la maîtrise de soi, de la persévérance et de l'amour et les vertus spirituelles de piété, de foi, d'espérance et de charité».

Narcisse MAVOUNGOU

aura lieu l'année prochaine, à Las Vegas, aux Etats-Unis. A travers ses initiatives, Yvon Josammy Samba Ganga n'oublie pas son pays d'origine, le Congo, où il entend

redynamiser les liens socio-culturels, pour contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Roland KOULOUNGOU

Eliminatoires Can de football Côte d'Ivoire 2023

Les Diables-Rouges éliminés, sous le poids de leurs problèmes

Ça passe, ou ça casse! C'était le titre de l'article du journal, sur l'ultime match où les Diables-Rouges étaient condamnés à gagner, pour s'offrir la route de la Côte d'Ivoire. Et bien, le football congolais n'a plus de miracle à faire. Sous le poids de ses problèmes, les victoires deviennent rares. Les hommes de Paul Put ont été tout simplement éliminés par la Gambie, à la suite d'un match nul (2-2), livré dimanche 10 septembre 2023, à Marrakech (Maroc). Pourtant, les Congolais menaient (2-0), durant les 70 premières minutes. Mais, visiblement épuisés, ils ont été dominés par les Scorpions de la Gambie qui, en espace de 25 minutes, ont arraché leur qualification.

On ne le dira jamais assez, le football congolais a du plomb dans les ailes. Il lui est difficile, dans les conditions où il se retrouve, de remonter dans les hautes strates du football continental, comme dans les années 70. Il y a de gros problèmes de leadership politique et d'encadrement technique. Un joueur (Béni Makouana) qui rate un but devant des poteaux vides; un joueur qui commet une touche, seul en plein milieu de terrain, à la suite du rebondissement du ballon qui venait vers lui, ça traduit une faiblesse de qualité des joueurs. Une équipe qui s'épuise physiquement de manière visible après 70 minutes de jeu, ça traduit un encadrement tech-



Les Diables-Rouges du Congo.

nique insuffisant. Il faut être faible, souffrir de problèmes psychologiques, pour se faire voler l'avantage de 2 buts, dans

un match de qualification. Ça ne va pas! On devrait arrêter avec les discours et passer à la grande décision: se remettre en

cause et faire table rase, pour voir dans quelle mesure rebâtir une nouvelle équipe nationale et dans quelles conditions l'encadrer et la diriger. C'est un problème national; c'est un problème politique. Autrement, le Congo sera pour longtemps la

matière de football. Les Congolais, empêtrés dans leurs problèmes de gestion, de crise de confiance interpersonnelle et de manque d'ambition saine et collective, auront du mal à remonter le niveau de leur football. Combien de temps serons-nous incapables de faire rêver notre jeunesse comme dans les années 70? Combien de temps allons-nous continuer à compter sur la chance? Nous voyons tous que ça ne va pas. Et pourtant, nous faisons comme si ç'allait bien. Pourquoi reconduire des dirigeants sportifs incapables de garantir la qualification du pays dans les enjeux continentaux? Le palmarès est tel que, depuis l'année 2000, le Congo ne s'est qualifié qu'une seule fois à une phase finale de la Can, en 2012, sous Jean-Michel Mbono, comme président de la Fécofoot. Après Gilbert Thomas Manckoundia, qui ne dirigea la Fécofoot que pendant quatre ans (1971-1974), aucun autre président de cette

fédération n'a réussi à hisser le football congolais dans les hautes strates africaines, depuis Sylvestre Mbongo, Antoine Ibovi, Thomas Bakala (intérimaire), Jean-Michel Mbono et Jean-Guy Blaise Mayolas.

Les grands dirigeants de clubs sont devenus rares, les anciens professionnels qui peuvent s'impliquer dans la gestion du football national sont tenus à l'écart. L'affairisme a pris le dessus, au grand dam du football qui végète. Le Congo est éliminé, pour la énième fois, à une phase finale de la Coupe d'Afrique. Cela ne peut étonner que ceux qui ne regardent pas leurs bilans. Dans le sport, c'est simple: ce sont les résultats qui font les grands dirigeants et les grands sportifs. On ne peut pas tricher. Quand un dirigeant sportif commence à faire de longs discours, pour justifier un échec, vous pouvez être sûr qu'il n'a pas de bon bilan.

Le jour où les Congolais commenceront à choisir les dirigeants sportifs sur la base de leurs bilans, suivant la culture de la gestion axée sur les résultats, quelque chose changera. Mais, tant qu'on sera dans la politique des chasses gardées... Tournez la triste page, pour éviter l'amertume qui expose aux A.v.c.

Urbain NZABANI

39^{ème} édition des championnats nationaux de basketball

La compétition sans enjeu de qualification a tout de même tenu ses promesses

La 39^{ème} édition des championnats nationaux de basketball s'est refermée, le dimanche 10 septembre 2023, au Gymnase Maxime Matsima de Makélékélé, le premier arrondissement de Brazzaville, avec le sacre de quatre clubs dans chaque catégorie. Il s'agit de Cara en seniors hommes, Inter-club en seniors dames, As Otohô en juniors hommes et de C.p.g.o.s en cadets hommes. Comme évoqués dans notre précédente édition, les championnats nationaux de basketball ne donnent pas lieu à des qualifications aux compétitions africaines et mondiales, en raison de la suspension de la Fécofoot (Fédération congolaise de basketball) par la Confédération africaine de basketball.

En tout, il n'y avait que quatre catégories en compétition, au lieu de huit dans les deux versions. On comptait en effet les catégories seniors, juniors et cadets en version hommes, et la catégorie seniors en version dames. Au total, 19 clubs masculins et féminins ont pris part à ces championnats nationaux. 86 matchs ont été joués pendant sept jours, du lundi 4 au dimanche 10 septembre 2023, dans quatre installations choisies: les Gymnases Maxime Matsima (Makélékélé), Etienne Monga (Ouenzé) et Michel D'Ornano

(Poto-Poto); l'Ecole militaire Général Leclerc. Les finales se sont disputées le dimanche 10 septembre, au Gymnase Maxime Matsima, en présence du président de la fédération, le ministre Bruno Jean-Richard Itoua, qui a donné le coup d'envoi de la finale, du directeur général des sports, Jean-Robert Bindélé, du représentant du C.n.o.s.c (Comité national olympique et sportif congolais), M. Bossona, et de plusieurs dirigeants sportifs, dont le staff de la Fécofoot (Fédération congolaise de basketball). En finale des seniors



Cara basket champion de la 39e édition du championnat national 2023.

hommes, Cara est passé devant Inter-club par le score de 57 paniers à 56. En cadets, C.p.g.o.s a battu B.b.s de Pointe-Noire par 56 à 51. En juniors hommes, l'As Otohô est passée pieds joints devant Etoile du Congo par 80 à 55. En seniors dames, Inter-club a disposé de Brazza basket par 58 à 28. Au terme de cette compétition, le ministre Itoua a rassuré les basketteurs congolais que le gouvernement s'arrange pour s'acquitter, avant la fin de cette année, de l'amende infligée au

Congo, afin que les équipes congolaises puissent renouer avec les compétitions continentales et mondiales. Une bonne nouvelle qui a suscité une grande joie chez les basketteurs. Il est possible que les clubs champions de cette année puissent participer ainsi aux prochaines compétitions africaines. C'est donc sur cette note d'espoir que les champions de la 39^{ème} édition des championnats nationaux de basketball se sont éteints.

Luze Ernest BAKALA

44^{ème} édition des championnats d'Afrique des clubs champions Brazza 2023

La participation de l'As Otohô est devenue problématique

Brazzaville, la capitale, va vibrer, du 28 septembre au 8 octobre 2023, la 44^{ème} édition des championnats d'Afrique des clubs champions de handball seniors, dans les deux versions (messieurs et dames). Le tirage au sort, pour la formation des groupes devant rivaliser à ces championnats, a eu lieu le lundi 28 août 2023, au siège de la Cahb (Confédération africaine de handball), à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Il y a, en principe, cinq clubs congolais, dont deux en hommes (Péto-sport orange et B.n.c) et trois en dames (As Otohô, D.g.s.p et Grain de sel). Il s'avère qu'à la publication du calendrier du déroulement des matchs, le nom de l'As Otohô a disparu. Que s'est-il passé? A l'issue du tirage au sort, l'As Otohô était classée dans le groupe A, avec comme adversaires, Grain de sel, Priméro d'Angola, Al Ahly d'Egypte et Fanz. Curieusement, à la publication du calendrier de la compétition, le nom de l'As Otohô n'est plus visible. Le club a-t-il été retiré de la compétition?

Les dirigeants de l'As Otohô ne comprennent pas ce qui se passe au niveau de la Cahb. Président actif de l'As Otohô handball, Guy Chantal a réagi en marquant son étonnement en ces termes: «Pendant le tirage au sort, l'As Otohô est logée dans le groupe A. Nous constatons que le calendrier est sorti et l'As Otohô ne figure pas dans ce calendrier. Nous nous demandons pourquoi cela? Alors que le nom de l'As Otohô, pendant le tirage au sort, était bel et bien ressorti dans le groupe A. Mais au sortir du calendrier, l'As Otohô n'est pas. Certainement que c'est une omission de la commission d'organisation. Nous pensons que les choses seront rattrapées. Au cas échéant, qu'on nous notifie ce qu'on reproche à l'équipe d'As Otohô? Et pourquoi As Otohô ne peut pas participer à une compétition africaine? Donc, nous attendons que la commission d'organisation nous donne des informations là-dessus, ou que cela soit notifié. Ce n'est pas à nous de demander à la Cahb pourquoi nous ne sommes pas? L'As Otohô a réuni les conditions en bon et due forme. Le tirage au sort en fait foi. Nous sommes surpris que l'As Otohô ne soit pas dans le calendrier et nous estimons que c'est une omission et que la commission d'organisation va se rattraper. Nous sommes sur ce point que la commission rattrape la situation de l'As Otohô. Nous, nous continuons à travailler, afin de faire bonne figure à la compétition».

Souhaitons que la Coc (Commission d'organisation des compétitions), dirigée par le Marocain Yazid Souadi, tire les choses au clair, en ce qui concerne la situation de l'As Otohô.

L. E. B.